



**PRÉFET
DES DEUX-SÈVRES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime
et des Deux-Sèvres
ZI de Saint-Liguaire
4 rue Alfred Nobel
79000 NIORT

Niort, le 2 mars 2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/01/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

Communauté de communes du Thouarsais

Espace Aquatique Les Bassins du Thouet
Rue Raoul Follereau
79100 Thouars

Références : 0003101541/2026-90
Code AIOT : 0003101541

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29/01/2026 dans l'établissement Communauté de communes du Thouarsais implanté Espace Aquatique Les Bassins du Thouet Rue Raoul Follereau 79100 Thouars. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- Communauté de communes du Thouarsais
- Espace Aquatique Les Bassins du Thouet Rue Raoul Follereau 79100 Thouars
- Code AIOT : 0003101541
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Les Bassins du Thouet est un centre aquatique situé sur la commune de Thouars qui est exploité par la communauté de communes du Thouarsais. L'établissement est connu de la DREAL pour exploiter un stockage de 196 kg de chlore gazeux.

Thèmes de l'inspection :

- Risque toxique

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Quantité de produits stockés	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4 de l'annexe 1	Demande d'action corrective	2 mois
2	Contrôle périodique	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
3	Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.1.2 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
5	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois
6	Systèmes de détection	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1 de l'annexe I	Mise en demeure, respect de prescription	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Connaissance des produits - étiquetage	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3 de l'annexe I	Sans objet
7	Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression	Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2 de l'annexe I	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection du 29 janvier 2026 relève des non-conformités liées à l'utilisation du chlore gazeux, notamment : le dépassement de la quantité déclarée sur site, l'absence de contrôle périodique pour la rubrique ICPE 4710-2, l'absence de vérification du détecteur chlore, l'absence de test du détecteur, l'absence de report d'alarme en cas de fuite de chlore, l'absence d'un état des stocks des produits dangereux associé au plan des stockages.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Quantité de produits stockés

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.4 de l'annexe 1
Thème(s) : Risques accidentels, Situation administrative
Prescription contrôlée : Article 1 : Les installations classées soumises à déclaration sous la rubrique n° 4710 sont soumises aux dispositions des annexes I, II, et III. Les présentes dispositions s'appliquent sans préjudice des autres législations. Annexe I §1.4 [...] vérification que la quantité totale présente dans l'installation le jour du contrôle est inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement (le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure).
Constats : Le centre aquatique est exploité par la communauté de communes du Thouarsais. La déclaration initiale au titre de la rubrique 4710 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement datée du 17 juin 2016 permet à l'exploitant de disposer d'une quantité maximale de 196 kg de chlore gazeux soit 4 bouteilles de 49 kg. Le jour de la visite du 29 janvier 2026, le local présente 9 bouteilles de 49 kg dont 3 en exploitation, 4 en réserve et 2 vides. L'inspecteur constate la présence de 7 bouteilles de 49 kg pleines dans le local soit 343 kg.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- réduit sa quantité de chlore stockée et se cantonne au volume maximal de 196 kg déclaré, ou- effectue une déclaration de modification de façon à régulariser le volume maximal potentiellement présent dans l'installation dans la limite du seuil des 500kg relatif au régime de la déclaration.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 1.1.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Contrôle périodique
Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement.
Constats : Lors de l'inspection, l'exploitant n'est pas en mesure de présenter un rapport de contrôle périodique. Il indique ne pas se souvenir qu'un tel contrôle ait été réalisé.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant effectue le contrôle périodique de son installation au titre de la rubrique 4710-2 et transmet le rapport aux services de l'inspection des installations classées sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 2.1.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement et organisation des stockages et locaux d'emploi
Prescription contrôlée : Les stockages et les locaux d'emploi sont aménagés et organisés en fonction des risques présentés par les substances ou préparations stockées, tels qu'identifiés au point 4.1. Des emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, robinet vers le haut. Toutes dispositions sont prises pour éviter leur chute et les chocs. Les conditions de stockage permettent de maintenir les récipients à l'abri des intempéries et de toute source d'inflammation. La température de l'installation est en permanence inférieure à 50 °C.
Constats : Les stockages et le local d'emploi sont spécifiques à l'usage du dichlore. Le local est couvert, fermé à clé, sa face avant est ajourée au moyen de persiennes métalliques de façon à favoriser la circulation de l'air. 4 emplacements prédéterminés sont aménagés pour le positionnement au sol et le maintien des récipients de chlore en position verticale, les robinets sont vers le haut. L'inspecteur constate par ailleurs que les bouteilles pleines en réserve (4) et les bouteilles vides (2)

ne sont pas sanglées au mur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant prend les dispositions permettant de maintenir l'ensemble des récipients de chlore en position verticale et d'éviter les chutes sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 4 : Connaissance des produits - étiquetage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.3 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Connaissance des produits - étiquetage
Prescription contrôlée : Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Les récipients portent en caractères lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.
Constats : L'exploitant dispose et met à la disposition de ses agents et sous-traitants les documents permettant de connaître la nature et les risques du chlore gazeux. La fiche de données de sécurité détaillée est présente dans le classeur situé au niveau du bureau « machinerie ». Les récipients sont distribués par la société GAZECHIM, ils portent en caractères lisibles : <ul style="list-style-type: none"> - le nom du produit chimique contenu, - les pictogrammes de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances chimiques dangereuses. Les pictogrammes de danger sont aussi présents sur la porte du local.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 3.5 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence de matières dangereuses ou combustibles dans les ateliers est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : L'exploitant n'est pas en mesure de fournir l'état des stocks des produits dangereux annexé à un plan général des stockages.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant met en place un état des stocks des produits dangereux et l'associe à un plan général des stockages sous 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Systèmes de détection

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.3.1 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Systèmes de détection
Prescription contrôlée : Chaque local technique ou armoire technique dispose d'un détecteur de chlore. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. Au-delà du seuil de 5 ppm, les détecteurs déclenchent une alarme sonore ou visuelle retransmise en salle de contrôle ou dispositif équivalent. Ces détecteurs sont maintenus en bon état et font l'objet de vérifications tous les trois mois. Le suivi est consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Une consigne décrit les actions correctives à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection. Ces détecteurs peuvent ne pas être mis en place lorsque l'installation se situe à plus de 50 mètres de tout local d'habitation ou de tout lieu de travail permanent à l'extérieur du site ou de tout établissement recevant du public. Ils sont néanmoins mis en place sous six mois lorsqu'un tel local d'habitation ou un tel lieu de travail permanent ou un tel établissement recevant du public est

implanté à moins de 50 mètres de l'installation.
<p>Constats :</p> <p>L'installation est située à moins de 50 m d'un établissement recevant du public (ERP). La détection chlore calibrée à 5 ppm est donc obligatoire.</p> <p>Le jour de la visite du 29 janvier 2026, l'inspecteur constate la présence d'un système de détection en partie basse de la zone de stockage de chlore gazeux (capteur CTX 300 Oldham - Cl₂ 0-10ppm) sans aucun report d'alarme. Par ailleurs l'exploitant n'est pas en mesure de fournir le rapport de contrôle périodique de ce détecteur et n'est pas en mesure de présenter l'historique des essais trimestriels. L'exploitant précise qu'il n'a pas souvenir que des essais aient été réalisés.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Sous 2 mois, l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> - dresse la liste des détecteurs de chlore, - fait effectuer le calibrage de la détection chlore par un organisme agréé, - fait installer un report d'alarme sonore ou visuelle à l'accueil, où au bord du bassin, - met en place un suivi trimestriel, - met en place un carnet de suivi des tests trimestriels qu'il tiendra à disposition de l'inspection des installations classées, - produit une consigne qui décrit les actions à mettre en œuvre en cas de déclenchement de la détection chlore.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 2 mois

N° 7 : Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 17/12/2008, article 4.8.2 de l'annexe I
Thème(s) : Risques accidentels, Dispositions spécifiques à l'utilisation d'un chloromètre à dépression
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le chloromètre est fixé directement sur le robinet du récipient de chlore. Toute autre configuration de montage du chloromètre, notamment le raccordement d'un chloromètre à plusieurs récipients, est interdite en l'absence de système de neutralisation correctement dimensionné.</p> <p>L'étanchéité de la liaison robinet-chloromètre est assurée par un joint approprié, remplacé lors de chaque démontage du chloromètre.</p>
<p>Constats :</p> <p>La chloration n'est pas pourvue de système de neutralisation, toutefois, les chloromètres sont fixés directement sur chacune des bouteilles de dichlore.</p>
Type de suites proposées : Sans suite